



Assemblée générale

Distr. générale
28 septembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 12 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil économique et social

Prix des Nations Unies en matière de population

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/201 du 17 décembre 1981. Ce rapport, qui couvre l'année 1998, a été établi conformément à la décision 1982/112 du Conseil économique et social, en date du 26 avril 1982.

Annexe

Rapport sur le Prix des Nations Unies en matière de population pour 1999

I. Introduction

1. Le 17 décembre 1981, l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/201, intitulée «Création du Prix des Nations Unies en matière de population». Ce prix est décerné chaque année à une ou plusieurs personnes, une ou plusieurs institutions ou toute combinaison de personnes et d'institutions, afin de récompenser le travail le plus remarquable accompli en vue de sensibiliser l'opinion aux questions de population ou pour contribuer à leur solution.

2. C'est au Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population que revient le soin de choisir les lauréats. Ce comité est composé de 10 représentants d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil économique et social pour une période de trois ans.

3. En 1997-1998, le Conseil économique et social a élu pour siéger au Comité pendant une période de trois ans, à compter du 1er janvier 1998, les représentants des 10 pays suivants : Burundi, Cap-Vert, El Salvador, Grenade, Guatemala, Lesotho, Pays-Bas, République islamique d'Iran, Roumanie et Thaïlande. Aucun candidat n'a encore été proposé par le groupe régional intéressé pour le dixième poste à pourvoir. Le Secrétaire général et le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sont membres de droit. Le Directeur exécutif fait aussi fonction de Secrétaire du Comité. Le Prix consiste en un diplôme, une médaille d'or et une somme d'argent.

4. Le 5 décembre 1986, l'Assemblée générale, par sa décision 41/445, a modifié le paragraphe 1 de l'article 2 de l'annexe de sa résolution 36/201 de façon que le Prix puisse être décerné à la fois à une personne et à une institution.

5. Le 26 mai 1987, le Conseil économique et social, par sa décision 1987/129, a modifié en conséquence le règlement intérieur du Comité d'attribution du Prix.

6. En février 1999, le Comité a élu M. José Luis Barbosa Leao Monteiro (Cap-Vert) à la présidence.

7. Les mandats des cinq membres honoraires qui ont joué un rôle consultatif auprès du Comité sont venus à expiration à la fin de l'année 1998. De nouveaux membres devront être élus par le Comité pour un mandat de trois ans pour la période 1999-2001.

II. Prix des Nations Unies

en matière de population pour 1999

8. Au total, 32 candidatures ont été présentées pour le Prix des Nations Unies en matière de population de 1999, 18 dans la catégorie individuelle et 14 dans la catégorie institutionnelle. En avril 1999, conformément au mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale et après un examen approfondi des candidatures, le Comité a désigné les lauréats pour 1999 : M. Seyed Alireza Marandi (République islamique d'Iran) dans la catégorie individuelle et le Comité national pour la population et la planification familiale (Viet Nam) dans la catégorie institutionnelle.

9. M. Seyed Alireza Marandi a été choisi pour avoir, pratiquement seul, réussi à faire évoluer la politique démographique iranienne. En République islamique d'Iran, les taux de mortalité maternelle et infantile, de fécondité et de croissance démographique étaient particulièrement élevés. En sa qualité de Ministre adjoint de la santé en 1983 et de Ministre de la santé en 1985, le docteur Marandi a favorisé la multiplication des centres de soins de santé primaires et le développement des programmes de lutte contre la poliomyélite, la rougeole, les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires. Il n'a eu de cesse de plaider en faveur des activités de santé en matière de reproduction, de l'allaitement maternel, de l'espacement des naissances et a recommandé de porter à 20 ans l'âge de la première grossesse. Il a convaincu le Gouvernement iranien que l'orthogénie était compatible avec l'islam et revêtait une importance toute particulière pour la santé publique sur les plans individuel autant que national. En République islamique d'Iran, les taux de mortalité infantile, postinfantile et maternelle ont tous diminué, l'utilisation des contraceptifs a augmenté et le taux de natalité a chuté.

10. Le Comité national pour la population et la planification familiale (Viet Nam) a été choisi pour son importante contribution aux résultats obtenus dans les domaines de la population et de l'orthogénie au Viet Nam. Créé en 1984, ce comité joue un rôle décisif dans la coordination, la gestion et le suivi des politiques et programmes d'orthogénie. Ce comité est composé de représentants de ministères compétents, d'organisations collectives et d'organisations non gouvernementales. Son réseau de spécialistes et de volontaires mène à travers tout le pays, dans les villes et les villages, une action diversifiée consistant à sensibiliser le public aux questions de population, de santé de la reproduction et d'orthogénie, à renforcer la portée et la qualité des services et à mobiliser

l'opinion publique autour de ces questions. On reconnaît que le Comité a joué un rôle important dans la baisse rapide de la fécondité au Viet Nam.

III. Questions financières

11. Au 1er janvier 1998, les avoirs du Fonds d'affectation spéciale se chiffraient à 736 511 dollars. En 1998, le revenu des intérêts perçus s'est élevé à 40 469 dollars et le montant des dépenses engagées, y compris les prix décernés, s'est élevé à 30 228 dollars. Au 31 décembre 1998, le solde de fin d'exercice s'établissait à 746 752 dollars.
